

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Bayrou est le clone de sarkozy, karcher avoué en moins

# **Bayrou et l'UDF défendent la même politique anti-sociale que Sarkozy et l'UMP**

- Politique - Communiqués "anti-Sarko" -

Date de mise en ligne : vendredi 23 février 2007

---

Démocratie & Socialisme

---

**Qui peut douter que François Bayrou et l'UDF soient de droite, agissent au service des intérêts du Medef et se moquent éperdument des droits des travailleurs salariés ou indépendants ?**

## **La France d'en haut**

Les positions de l'UDF, fondée par Giscard d'Estaing, présidée maintenant par François Bayrou, sont l'expression d'un monde qui ignore les fins de mois difficiles et dont les préoccupations sont à l'opposé de celles qui taraudent ceux pour qui les difficultés sont permanentes parce qu'elles se présentent dès le début du mois. Bayrou appartient à un monde qui s'estime être la France d'en haut : « Ah ? Tu n'es que professeur de collège ? » disait-il à un ancien camarade de classe qu'il avait perdu de vue. La fréquentation des allées du pouvoir peut créer le sentiment d'appartenir à une élite : Bayrou ne doute pas que les institutions bonapartistes, gaullistes, de la V<sup>e</sup> République, soient taillées pour lui-même.

## **Le gouvernement du « centre »**

En Italie, discréditée, la démocratie chrétienne s'est effondrée, laissant la place à Berlusconi qui a pu rassembler des nationalistes aux libéraux. En Allemagne, c'est la démocratie chrétienne qui s'est imposée comme le parti dominant de la droite et qui s'étend jusqu'aux frontières de l'extrême droite. Mais en France, la place de parti dominant de la droite est occupée par l'UMP qui, comme en Italie et en Allemagne, amalgame le nationalisme et le libéralisme. Les restes de l'UDF, regroupés autour de Bayrou, n'ont plus de place pour réussir le même amalgame. C'est pourquoi Bayrou tente de convaincre que « la France se gouverne au centre » n'a comme carte d'identité que le libéralisme.

## **Le pôle extérieur**

Comme tous les autres dirigeants de la droite François Bayrou a construit sa carrière politique personnelle en s'adaptant aux institutions monarchiques de la V<sup>e</sup> République. Mais si l'UDF ne s'est pas fondue dans l'UMP, c'est parce que Bayrou, minoritaire au sein de la droite, est plus visible en restant à l'extérieur d'un appareil construit pour servir un seul chef. Ce n'est pas par refus de l'orientation libérale du parti dont Sarkozy s'est emparé.

## **Le libéralisme de la droite**

On peut en juger par la politique que Bayrou et l'UDF ont suivie depuis 2002. Il ont approuvé les lois anti-sociales les plus scélérates préparées par le gouvernement :

- ▶ Le 3 juillet 2002, François Bayrou approuve la déclaration de politique générale de Jean-Pierre Raffarin.
- ▶ Le 15 octobre, il approuve la loi Fillon sur les salaires, le temps de travail et le développement de l'emploi, combattue par les groupes socialiste et communiste, qui prévoit de nouvelles exonérations de cotisations patronales.
- ▶ Le 19 novembre, il vote le budget 2003 du gouvernement Raffarin.
- ▶ Le 17 décembre 2002, le groupe UDF approuve la loi sur les marchés de l'énergie et le service public de l'énergie, qui est combattue par les groupes socialiste et communiste .
- ▶ Le 28 janvier 2003, François Bayrou approuve la loi Sarkozy sur la sécurité intérieure, qui est combattue par les

groupes socialiste et communiste.

- ▶ Le 15 février, il refuse de voter la motion de censure socialiste qui s'oppose à la modification des modes de scrutin des régionales et européennes : cette modification sera adoptée au titre de l'article 49-3 de la Constitution.
- ▶ Le 29 avril, l'UDF signe un chèque en blanc au gouvernement Raffarin en votant la loi qui habilite le gouvernement à légiférer par ordonnances pour « simplifier » la codification du droit.
- ▶ Le 2 juillet, Bayrou refuse de voter la motion de censure socialiste du gouvernement Raffarin qui, par le projet de loi Fillon, s'attaque aux retraites par répartition en baissant le montant des pensions malgré l'opposition massive de la mobilisation sociale (1,5 million de manifestants à Paris).
- ▶ Les 3 et 24 juillet, il approuve cette loi Fillon de contre-réforme des retraites, qui est combattue par tous les députés de gauche.
- ▶ Le 4 novembre, il vote le budget de la sécurité sociale pour 2004, auquel s'opposent les groupes socialiste et communiste.
- ▶ Le 25 novembre 2003, il approuve la loi sur le RMI qui crée le « Revenu minimum d'activité », combattu par les groupes socialiste et communiste.
- ▶ Le 2 mars 2004, il refuse de voter la motion de censure socialiste.
- ▶ Le 5 avril, il approuve la déclaration de politique générale de Jean-Pierre Raffarin.
- ▶ Le 7 avril, il approuve la loi sur la formation professionnelle tout au long de la vie, qui est combattue par les groupes socialiste et communiste.
- ▶ Le 15 juin, il approuve la loi sur le handicap, qui supprime un jour férié (lundi de Pentecôte) et qui est combattue par la gauche.
- ▶ Le 23 novembre, il vote le budget 2005 du gouvernement. Le 7 décembre 2004, il approuve la loi Borloo, dite « de cohésion sociale », combattue par la gauche.
- ▶ Le 22 mars 2005, il approuve la loi Ollier, portant sur l'organisation du temps de travail en entreprise, combattue par la gauche.
- ▶ Le 23 mai, il approuve la loi de transposition des directives européennes sur l'ouverture des services postaux à la concurrence, combattue par toute la gauche. - Le 18 octobre, il approuve la loi d'orientation agricole, qui est combattue par les groupes de la gauche, socialiste et communiste.
- ▶ Le 15 novembre, il approuve l'application de la loi du 3 avril 1955 pour instaurer l'état d'urgence qui est refusé par les groupes socialiste et communiste.
- ▶ Le 29 novembre, il approuve la loi sur la sécurité et les contrôles frontaliers, qui est combattue par les groupes socialiste et communiste.
- ▶ Le 6 décembre 2005, il approuve la loi sur le « retour à l'emploi », qui est combattue par les groupes socialiste et communiste.
- ▶ Le 31 janvier 2006, il approuve la loi sur le logement, qui est combattue par les groupes socialiste et communiste.
- ▶ Le 21 février, il refuse de voter la motion de censure socialiste.
- ▶ Le 30 mai 2006, il approuve encore la loi sur l'eau et les milieux aquatiques, qui est combattue par toute la gauche.

## Un tournant tactique

Le jusqu'au-boutisme de Villepin, accroché au CPE, signe la fin de la politique d'appoint inutile de l'UDF à l'UMP. À partir de la rentrée politique de septembre 2006, avec l'entrée dans la pré-campagne présidentielle, Bayrou sait qu'il va être laminé par l'appareil UMP s'il ne se démarque pas de Sarkozy. Rester collé à Sarkozy c'est disparaître. S'en distinguer c'est sans danger : l'UMP possède à elle seule la majorité absolue des députés. Les 30 UDF devenaient même ridicules de venir faire inutilement l'appoint aux 360 UMP. Bayrou refait ainsi surface sur la scène politique et endigue provisoirement la chute continue de la démocratie chrétienne française depuis la fin du MRP. Mais l'aspiration à l'unité de toute la gauche et le poids de l'appareil UMP écrasent peu à peu la place disponible pour l'UDF. Sa respiration se réduit à celle qu'autorise le desserrement conjoncturel des étaux qui l'enserrent.

Pierre Ruscassie